



Charte du Collectif Tax Justice Lëtzebuerg

Notre raison d'être et ce que nous souhaitons faire ...

La tribune signée par Benoit Majerus et Luc Dockendorf et publiée dans le Luxemburger Wort daté du 22 novembre 2014 a touché de nombreux habitants et frontaliers au Luxembourg qui se sont reconnus dans ce texte. C'est ainsi qu'a été créé un groupe informel qui a adopté le nom de "Collectif Tax Justice Lëtzebuerg".

L'objectif de ce groupe est de rassembler les personnes qui sont intéressées au sujet de la finance offshore et qui veulent collaborer pour

1. Analyser, comprendre et acquérir des connaissances sur ce phénomène tant au niveau mondial qu'au niveau du Luxembourg, notamment en acquérant des connaissances sur les différents dispositifs financiers, fiscaux et légaux permettant particulièrement au Luxembourg de capter des richesses produites en dehors de ses frontières. Cette connaissance ne fait pas uniquement appel à des disciplines relatives à l'économie, la finance ou le droit ; elle exige également une approche sociologique, anthropologique et historique car elle vise à comprendre comment ce système de captation s'est mis en place et a prospéré au Luxembourg. Dans ce contexte, nous insistons également sur une protection efficace des lanceurs d'alerte.
2. instaurer un débat public libre interrogeant l'utilité, la légitimité et le bien-fondé de ce modèle économique en mettant en lumière ses innombrables risques pour la société luxembourgeoise et les autres États et leurs citoyens, dans une optique de justice sociale et de solidarité entre les populations y compris celles des pays en voie de développement. Ce débat portera notamment sur:
 - la mainmise des acteurs financiers sur l'économie, la politique, la culture, les médias et l'appareil d'Etat;
 - la dépendance excessive de notre économie du secteur financier et l'impact de la place financière sur la spéculation foncière, la compétitivité des petites et moyennes entreprises dans les autres secteurs de l'économie, la répartition inégale de la richesse et des inégalités croissantes;
 - la dépendance de notre politique étrangère des efforts à fournir pour dorénavant l'image de marque du pays;
 - la pauvreté du débat public par l'effet anesthésiant de la richesse acquise à travers la place financière;
 - la dégradation continue de l'image du pays en Europe et au-delà.



3. travailler de concert avec toute personne physique ou morale, y compris les lanceurs d'alerte, que ce soit au niveau luxembourgeois, européen ou international qui s'inscrit dans la promotion d'une justice fiscale, d'une économie sociale et solidaire ou de la protection des droits de l'homme, de l'État de droit et de la démocratie.
4. examiner des voies de transition de ce modèle économique vers une économie plus diversifiée et socialement responsable. Des voies qui sont à la fois réalistes pour la population résidente et frontalière, et qui adressent les préjugés et les peurs légitimes concernant le futur de l'État social, si cette manne financière devait disparaître.

Les membres fondateurs:

Bruck Véronique, Dahm Christine, Defense Thierry, Dockendorf Luc, Faber Véronique,
Feyder Jean, Fox Katy, Graf Richard, Keup Marc, Klein Raymond, Kollwelter Serge,
Lavilluniere Eric, Lefebvre Marine, Majerus Benoît, Mathias Mike, Oberweis Nathalie,
Paris Karine, Paulus Magali, Pauly Michel, Reckinger Carole, Schmidt Ekkehart, Schneider Norry, Teixeira Ana Luisa, Turpel Justin, Wagener Raymond, Wagener Renée, Walisch Tania, Walzberg Claudio, Zippert Jean-Sébastien.

Luxembourg, novembre 2015